

Cette dispense vaut également pour la personne morale à créer en application de l'article 9, § 2.

Cette dispense prend fin sept ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal concernant l'application aux institutions privées de prévoyance, de la présent loi.

Pour ces fonds de pensions, les dispositions des paragraphes précédents prennent cours à la date à laquelle les dispositions de la loi leur sont applicables et au plus tard à l'expiration du délai de sept ans précité. »

Art. 21. La date d'entrée en vigueur du présent arrêté sera fixée par Nous.

Art. 22. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 mai 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

F. 85 — 1004

15 MAI 1985. — Arrêté royal relatif aux activités des institutions privées de prévoyance

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions privées de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

Vu l'avis de Notre Ministre des Finances;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances;

Vu la consultation de la Commission des Assurances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier

Champ d'application et définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté et des règlements pris en application de celui-ci, on entend par :

la loi : la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, adaptée par l'arrêté royal du ^{sou-}mettant les institutions privées de prévoyance à la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

l'Office : l'Office de contrôle des Assurances institué par la loi;

les fonds de pensions : les institutions privées de prévoyance visées à l'article 2 § 3, 6° de la loi.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable aux institutions privées de prévoyance visées à l'article 2 § 3, 6° de la loi.

CHAPITRE II. — L'agrément

Art. 3. La requête aux fins d'agrément accompagnée des annexes est adressée en double exemplaire à l'Office. La requête est signée par l'organe d'administration habilité ou par une ou plusieurs personnes ayant reçu mandat spécial à cet effet. L'Office accuse réception, dans les quatorze jours, de la requête et des documents qui l'accompagnent.

Die vrijstelling geldt eveneens voor de bij toepassing van artikel 9, § 2 op te richten rechtspersoon.

Die vrijstelling neemt een einde zeven jaar na de inwerkingtreding van het koninklijk besluit tot toepassing op de private verzorgingsinstellingen, van deze wet.

Voor die pensioenfondsen, treden de bepalingen van de vorige paragrafen in werking op het ogenblik waarop de bepalingen van de wet op hen van toepassing worden en uiterlijk bij het verstrijken van de voormelde termijn van zeven jaar. »

Art. 21. De datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt door Ons bepaald.

Art. 22. Onze Minister van Economische Zaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 mei 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

N. 85 — 1004

15 MEI 1985. — Koninklijk besluit betreffende de activiteiten van de private verzorgingsinstellingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 1985 tot toepassing op de private verzorgingsinstellingen van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

Gelet op het advies van de Minister van Financiën;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen;

Gelet op de raadpleging van de Commissie voor Verzekeringen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voorstel van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I

Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. In dit besluit en in de in uitvoering ervan genomen reglementen wordt bedoeld met :

de wet : de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, aangepast door het koninklijk besluit van houdende onderwerping van de private verzorgingsinstellingen aan de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

de controledienst : de controledienst voor de verzekeringen opgericht door de wet;

de pensioenfondsen : de private verzorgingsinstellingen bedoeld bij artikel 2 § 3, 6° van de wet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de private verzorgingsinstellingen bedoeld in artikel 2 § 3, 6° van de wet.

HOOFDSTUK II. — De toelating

Art. 3. De aanvraag tot toelating wordt met de bijlage, in dubbel exemplaar aan de Controledienst gericht. De aanvraag wordt onderkend door het gemachtigd bestuursorgaan of door één of meerdere personen die hiertoe een bijzondere opdracht gekregen hebben. De Controledienst meldt, binnen de veertien dagen, de ontvangst van de aanvraag en van de vergezellende bescheiden.

Art. 4. L'agrément est accordé pour l'activité de prévoyance qui consiste à exécuter des engagements dépendant de la durée de la vie humaine et contractés au profit du personnel d'un ou plusieurs employeurs. Cet agrément vaut pour la couverture du risque décès à la suite d'un accident et pour celle du risque invalidité à la suite d'un accident ou de maladie pour autant que ces risques soient accessoires au risque principal et que les prestations ne soient pas à caractère indemnitaire.

Art. 5. Doivent être joints à la requête :

- 1° les renseignements et documents visés aux articles 5 et 6 de la loi;
- 2° le programme d'activité comportant tous les éléments techniques et financiers relatifs à la réalisation des opérations projetées, c'est-à-dire :
 - a) les documents décrivant les droits et obligations respectifs de l'employeur, du participant et du fonds de pensions, tel que le règlement de pension et, le cas échéant, la convention entre l'employeur et le fonds de pension;
 - b) les bases techniques, notamment les éléments nécessaires pour le calcul des allocations, cotisations ou autres primes ainsi que pour celui des réserves ou provisions mathématiques de bilan et la valeur des divers chargements;
 - c) l'indication des modes de réassurance et l'identité des réassureurs;
 - d) les principes directeurs en matière de participation bénéficiaire;
 - e) l'indication des conventions de gestion et l'identité des gestionnaires;
 - f) tout document destiné aux participants annonçant ou interprétant les droits et obligations des intéressés.

Art. 6. § 1er. Les recours prévus aux articles 7 et 43 de la loi doivent être introduits, à peine de nullité, dans le mois de la notification de l'arrêté portant refus ou retrait de l'agrément sous pli recommandé à la poste.

Le Conseil d'Etat est saisi par une requête signée par les personnes habilitées statutairement à représenter le fonds de pensions en justice ou par un avocat inscrit au tableau de l'ordre. Elle est adressée au Conseil d'Etat sous pli recommandé à la poste accompagnée de quatre copies certifiées conformes et d'une copie de l'arrêté dont il est appelé. À la requête est joint un inventaire des pièces à l'appui, accompagné de quatre copies certifiées conformes.

§ 2. Le greffier, par pli recommandé à la poste, transmet dans les trois jours de la réception de la requête, au Ministre et à l'Office, une copie de toute requête introduite conformément au § 1er. Dans les trois jours de la réception de la copie, le Ministre ou l'Office transmet le dossier du fonds de pensions au greffe du Conseil d'Etat.

§ 3. Le membre de l'auditorat dresse son rapport dans le mois de sa désignation.

§ 4. Si, dans les deux mois de la requête, la chambre sur le vu du rapport sur l'état de l'affaire, estime que l'affaire est en état, le président fixe la date à laquelle elle est appelée. Si la chambre estime qu'il y a lieu d'ordonner des devoirs nouveaux, elle désigne pour y procéder un conseiller ou un membre de l'auditorat qui rédige dans les vingt jours de sa désignation, un rapport complémentaire. Ce rapport est daté, signé et transmis à la chambre.

L'ordonnance fixant l'affaire ou la renvoyant à l'instruction intervient dans les huit jours du dépôt du rapport.

L'ordonnance fixant l'affaire est notifiée avec les rapports au fonds de pensions, au Ministre et à l'Office. Elle contient fixation de l'affaire dans la huitaine.

§ 5. L'arrêt doit intervenir dans le mois de la clôture des débats. Ce délai peut être prorogé par ordonnance de la chambre, après avis de l'auditeur général, sans que la durée totale des prorogations puisse excéder un mois.

§ 6. L'arrêt est notifié au fonds de pensions, au Ministre et à l'Office.

§ 7. Sont applicables à la procédure réglée par le présent article, les articles 2 § 1er, 1° et 2°, 5, 12, 16, 17, 25 à 27, 29, 33 à 35, 37, 40 à 51, 59, 61 à 65, 72, 77, 84, 86 alinéa 2, 87, 88 et 91 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Art. 4. De toelating wordt verleend voor de voorzorgsactiviteit die erin bestaat verbintenissen uit te voeren die afhangen van de menselijke levensduur en zijn aangegaan ten voordele van het personeel van één of meer werkgevers. Deze toelating geldt ook voor de dekking van het risico overlijden ten gevolge van een ongeval en voor de dekking van het risico invaliditeit ten gevolge van een ongeval of van ziekte, voor zover die risico's bijkomend zijn ten opzichte van het hoofd risico en de prestaties niet van vergoedende aard zijn.

Art. 5. Bij de aanvraag dienen te worden gevoegd :

- 1° de inlichtingen en bescheiden bedoeld in artikel 5 en 6 van de wet;
- 2° het programma van werkzaamheden dat alle technische en financiële elementen bevat die betrekking hebben op de realisatie van de geprojecteerde verrichtingen, te weten :
 - a) de documenten die de respectieve rechten en verplichtingen beschrijven van de werkgever, de deelnemer en het pensioenfonds, zoals het pensioenreglement en, in voorkomend geval, de overeenkomst tussen de werkgever en het pensioenfonds;
 - b) de technische grondslagen, namelijk de elementen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de toelagen, de bijdragen of de andere premies alsmede voor de berekening van de wiskundige balansreserves of -provisies en van de hoogte van de verschillende toeslagen;
 - c) de wijze van de herverzekering en de identiteit van de herverzekeraars;
 - d) de hoofdbeginselen inzake winstdeelname;
 - e) de aanduiding van de beheersovereenkomsten en de identiteit van de beheerders;
 - f) elk document dat voor de deelnemers bestemd is en waarin de rechten en de verplichtingen van de betrokkenen worden meegeëld of verklaard.

Art. 6. § 1. Het in de artikelen 7 en 43 van de wet bedoelde beroep dient, op straffe van nietigheid, ingediend te worden onder een ter post aangetekende omslag binnen de maand na de betekening van het besluit van weigering of intrekking van de toelating.

De zaak wordt bij de Raad van State aanhangig gemaakt door een verzoekschrift getekend door de personen die statutair gemachtigd zijn om het pensioenfonds in rechte te vertegenwoordigen, of door een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat. Het verzoekschrift wordt onder een ter post aangetekende omslag gericht aan de Raad van State samen met vier gewaarmerkte afschriften en met een afschrift van het besluit, waartegen beroep aangetekend wordt. Bij het verzoekschrift wordt een lijst van de stavingsstukken gevoegd samen met vier gewaarmerkte afschriften.

§ 2. Binnen de drie dagen na de ontvangst van het verzoekschrift maakt de griffier onder een ter post aangetekende omslag, aan de Minister en aan de Controledienst, een afschrift over van elk verzoekschrift dat overeenkomstig § 1 ingediend wordt. Binnen de drie dagen na de ontvangst van dit afschrift maakt de Minister of de Controledienst het dossier over aan de griffie van de Raad van State.

§ 3. Binnen de maand na zijn aanstelling maakt het lid van het auditoraat zijn verslag op.

§ 4. Indien de kamer, binnen de twee maanden na het indienen van het verzoekschrift en na inzage van het verslag over de stand van zaak, oordeelt dat de zaak in staat van wijzen is, bepaalt de voorzitter de datum waarop ze zal opgeroepen worden. Indien de kamer van oordeel is dat nieuwe opdrachten moeten bevolen worden, wijst ze hiervoor een Staatsraad of een lid van het auditoraat aan, die binnen de twintig dagen van zijn aanwijzing een aanvullend verslag opmaakt. Dit verslag wordt gedagtekend, ondertekend en aan de kamer bezorgd.

Het bevel waarbij de zaak wordt vastgesteld of voor nader onderzoek verwezen, wordt binnen de acht dagen na de indiening van het verslag gegeven.

Het bevel waarbij de zaak vastgesteld wordt, wordt samen met de verslagen aan het pensioenfonds, aan de Minister en aan de Controledienst betekend. Het stelt de zaak binnen de acht dagen vast.

§ 5. Het arrest moet binnen de maand na de sluiting van de debatten worden gegeven. Deze termijn kan bij bevel van de kamer worden verlengd, na advies van de auditeur-generaal, zonder dat de totale duur der verlengingen meer dan één maand mag bedragen.

§ 6. Het arrest wordt aan het pensioenfonds, aan de Minister en aan de Controledienst betekend.

§ 7. Op de door dit artikel geregelde rechtspleging zijn van toepassing de artikelen 2 § 1, 1° en 2°, 5, 12, 16, 17, 25 tot 27, 29, 33 tot 35, 37, 40 tot 51, 59, 61 tot 65, 72, 77, 84, 86 2e lid, 87, 88 en 91 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State.

CHAPITRE III. — Conditions financières

Art. 7. Pour les fonds de pensions qui couvrent les risques de décès ou d'invalidité, la marge de solvabilité à constituer est égale à la somme des éléments suivants :

1° dix fois la première tranche qui est inférieure ou égale à un million du plus élevé des capitaux sous risque et des capitaux constitutifs des rentes d'invalidité;

2° la somme des cinq capitaux les plus élevés parmi les capitaux sous risque et les capitaux constitutifs des rentes d'invalidité;

3° un pour mille de la somme des capitaux sous risque et des capitaux constitutifs des rentes d'invalidité.

Toutefois la marge de solvabilité à constituer est limitée à la somme des capitaux sous risque assurés et des capitaux constitutifs des rentes d'invalidité.

La marge de solvabilité ainsi obtenue est multipliée par une fraction égale au rapport existant pour le dernier exercice entre le montant des capitaux sous risque demeurant à charge du fonds de pensions après réassurance et le montant des capitaux sous risque sans déduction de la réassurance. Si cette fraction est inférieure à 0,5, le facteur de 0,5 doit être utilisé.

L'Office détermine la partie réassurée compte tenu de la méthode de réassurance.

Pour l'application du présent article, les capitaux sous risque peuvent être déterminés selon une méthode forfaitaire autorisée par l'Office compte tenu de la provision minimale qui sera fixée par Nous.

Art. 8. § 1^{er}. Les valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques constituent un patrimoine spécial. Elles doivent être localisées en Belgique et être libellées ou convertibles dans la monnaie des engagements exécutés par les fonds de pensions.

Sont également admises les valeurs représentatives mobilières étrangères pour lesquelles la Banque Nationale, une banque ou une caisse d'épargne inscrites auprès de la Commission Bancaire, une institution publique de crédit ou toute autre institution proposée par le fonds de pensions et autorisée par l'Office, atteste qu'elle conserve, pour compte d'un fonds de pensions, ces valeurs représentatives auprès d'une institution financière établie à l'étranger, reconnue par un organisme de droit public dont le rôle est analogue à celui de la Commission Bancaire.

Elles doivent, également, répondre simultanément aux objectifs de sécurité, de rendement et de liquidité.

§ 2. Le fonds de pensions gère l'ensemble des valeurs représentatives en bon père de famille. Il respecte, notamment, une diversification judicieuse, de même que les règles et modalités énoncées ci-après :

1° Sont interdits, les investissements :

- a) portant sur des immeubles situés à l'étranger;
- b) portant sur des objets d'art ou de collection;
- c) portant sur des matières premières;
- d) en numéraire;

e) en parts de fonds communs de placement sauf s'ils sont, en Belgique, contrôlés par la Commission Bancaire et, à l'étranger, contrôlés ou autorisés par un organisme de droit public dont le rôle est analogue à celui de la Commission Bancaire.

2° Les valeurs représentatives doivent comprendre une proportion de 15 p.c. au moins du total des réserves ou provisions techniques en valeurs émises ou garanties par l'Etat belge et titres assimilés.

3° En matière d'actions et d'obligations émises par une même entreprise, le pourcentage maximum est, par catégorie de valeurs, de 5 p.c. du total des réserves ou provisions techniques. Cependant, pour les fonds communs de placement contrôlés ou autorisés par la Commission Bancaire, le pourcentage d'une même valeur peut atteindre 25 p.c. du total des réserves ou provisions techniques. Si les fonds communs de placement sont contrôlés ou autorisés par un organisme étranger de droit public dont le rôle est analogue à celui de la Commission Bancaire, le pourcentage d'une même valeur ne peut atteindre que 5 p.c. de ce même total des réserves ou provisions techniques.

4° En matière d'actions et d'obligations de l'entreprise ou des entreprises pour le personnel desquelles le fonds de pensions a été constitué ainsi qu'en matière de prêts consentis à cette ou ces entreprises, le montant maximum est, pour ces trois catégories, globalement de 15 p.c. du total des réserves ou provisions techniques. Le taux des obligations et des prêts précités est celui du marché.

HOOFDSTUK III. — Financiële voorwaarden

Art. 7. Voor de pensioenfondsen die het risico overlijden of invaliditeit dekken, is de samen te stellen solvabiliteitsmarge gelijk aan de som van de volgende elementen :

1° tien keer de eerste schijf die lager is dan of gelijk aan één miljoen van het hoogste van de risicokapitalen en vestigingskapitalen van de invaliditeitsrenten;

2° de som der vijf hoogste van de risicokapitalen en vestigingskapitalen van de invaliditeitsrenten;

3° één per duizend van de som van de risicokapitalen en van de vestigingskapitalen van de invaliditeitsrenten.

Niettemin wordt de samen te stellen solvabiliteitsmarge beperkt tot de som van de verzekerde risicokapitalen en van de vestigingskapitalen van de invaliditeitsrenten.

De aldus bekomen solvabiliteitsmarge wordt vermenigvuldigd met de breuk die voor het laatste boekjaar de verhouding geeft tussen het bedrag van het risicokapitaal dat ten laste blijft van het pensioenfonds na herverzekering en het bedrag van het risicokapitaal zonder aftrek van de herverzekering. Is deze breuk kleiner dan 0,5 dan dient de factor van 0,5 te worden gebruikt.

De Controledienst bepaalt het herverzekerde deel rekening houdend met de methode van herverzekering.

Voor de toepassing van dit artikel, kunnen de risicokapitalen bepaald worden volgens een forfaitaire methode toegelaten door de Controledienst en rekening houdend met de minimumprovisie die door Ons zal vastgesteld worden.

Art. 8. § 1. De dekkingswaarden van de technische reserves of provisies vormen een bijzonder vermogen. Zij moeten gelokaliseerd zijn in België en uitgedrukt of converteerbaar zijn in de muntsoort van de verplichtingen uitgevoerd door de pensioenfondsen.

Worden ook aanvaard de buitenlandse roerende dekkingswaarden, waarvoor de Nationale Bank, een bank of spaarkas ingeschreven bij de Bankcommissie, een openbare kredietinstelling of elke andere instelling voorgesteld door het pensioenfonds en toegelaten door de Controledienst, attesteert dat zij deze dekkingswaarden voor rekening van een pensioenfonds aanhoudt bij een in het buitenland gevestigde financiële instelling die erkend is door een organisme van publiek recht waarvan de rol gelijklopend is met deze van de Bankcommissie.

Zij moeten eveneens tegelijkertijd beantwoorden aan de oogmerken van veiligheid, rendement en liquiditeit.

§ 2. Het pensioenfonds beheert het geheel van de dekkingswaarden als een goede huisvader. Het eerbiedigt inzonderheid een oordeelkundige spreiding, evenals de hierna opgesomde regels en modaliteiten :

1° Zijn verboden, de investeringen :

- a) die slaan op onroerende goederen gelegen in het buitenland;
- b) die slaan op kunst- en verzamelingsvoorwerpen;
- c) die slaan op grondstoffen;
- d) in baar geld;

e) in delen van gemeenschappelijke beleggingsfondsen behalve indien ze, in België, gecontroleerd worden door de Bankcommissie en, in het buitenland, gecontroleerd worden of toegelaten zijn door een organisme van publiek recht waarvan de rol gelijklopend is met deze van de Bankcommissie.

2° De dekkingswaarden moeten voor ten minste 15 pct. van het totaal van de technische reserves of provisies zijn samengesteld uit door het Rijk uitgegeven of gewaarborgde waarden en daarmee gelijkgestelde effecten.

3° Inzake aandelen en obligaties uitgegeven door eenzelfde onderneming bedraagt het maximumpercentage per categorie van waarden 5 pct. van het totaal van de technische reserves of provisies. Voor de gemeenschappelijke beleggingsfondsen die gecontroleerd worden of toegelaten zijn door de Bankcommissie, mag het percentage van eenzelfde waarde niettemin 25 pct. van het totaal van de technische reserves of provisies bedragen. Zo de gemeenschappelijke beleggingsfondsen gecontroleerd worden of toegelaten zijn door een buitenlands organisme van publiek recht waarvan de rol gelijklopend is met deze van de Bankcommissie, mag het percentage van eenzelfde waarde slechts 5 pct. bedragen van hetzelfde totaal van de technische reserves of provisies.

4° Inzake aandelen en obligaties van de onderneming of van de ondernemingen voor wiens personeel het pensioenfonds werd opgericht alsmede inzake leningen toegestaan aan deze, of die ondernemingen, bedraagt het maximum voor deze drie categorieën in totaal 15 pct. van het geheel van de technische reserves of provisies. De rentevoet van de voornoemde obligaties en leningen is de marktrentevoet.

5^o En matière d'immeubles, de prêts hypothécaires, de certificats immobiliers ou de parts de sociétés dont l'objet social consiste principalement à effectuer des opérations à caractère immobilier sur des biens situés en Belgique, le pourcentage maximum est de 40 p.c. du total des réserves ou provisions techniques sans pouvoir dépasser, par valeur, 20 p.c. de ce total.

6^o En matière de comptes à vue, à préavis ou à terme de moins d'un mois, le pourcentage maximum est, pour l'ensemble de ces comptes, de 10 p.c. du total des réserves ou provisions techniques. Ces comptes sont ouverts auprès de la Banque Nationale, des banques et caisses d'épargne inscrites auprès de la Commission Bancaire, des institutions publiques de crédit ou de toute institution proposée par le fonds de pensions et autorisée par l'Office.

7^o Sans préjudice de l'application des dispositions du 5^o ci-dessus, et, pour les fonds communs de placement, de celles du 3^o ci-dessus, le pourcentage maximum en matière de valeurs non cotées, est de 30 p.c. du total des réserves ou provisions techniques sans pouvoir dépasser 3 p.c. par valeur.

8^o Sans préjudice de l'application des dispositions du 5^o ci-dessus et, pour les fonds communs de placement, de celles du 3^o ci-dessus, le pourcentage maximum par valeur émise par des sociétés n'ayant pas trois ans d'existence est de 3 p.c. du total des réserves ou provisions techniques.

§ 3. L'Office peut s'opposer au maintien des placements s'ils ne présentent pas de garanties suffisantes eu égard aux principes énoncés dans les §§ 1er et 2 du présent article. L'Office peut également, pour autant que la sécurité des opérations le permette, accorder une dérogation aux règles énoncées aux §§ 1er et 2 du présent article.

§ 4. Les biens représentatifs des réserves ou provisions techniques sont retenus pour une valeur qui ne peut dépasser les limites ci-après :

1^o pour les immeubles : la valeur vénale totale des immeubles affectés. La valeur vénale des biens immobiliers est celle qui résulte soit d'une expertise approuvée par l'Office, soit d'un accord avec l'Office;

2^o pour les titres cotés en Belgique : la valeur boursière totale à la date du 31 décembre du dernier exercice écoulé;

3^o pour les titres cotés à l'étranger : la valeur boursière totale aux cours pratiqués sur la bourse où les titres sont les plus largement traités, compte tenu des cours de change au moment de l'estimation;

4^o pour les titres non cotés : la valeur vénale totale établie sur base des cours indicatifs publiés par la Commission de la Bourse, du rendement ou de toute autre méthode admise par l'Office;

5^o pour les prêts hypothécaires : la somme des soldes restant dus ou, en cas de reconstitution par contrat adjoind de capitalisation ou d'assurance sur la vie, la somme des montants nominaux des prêts, sous déduction des remboursements anticipés. Chaque créance hypothécaire n'est prise en considération que pour 85 p.c. au maximum de la valeur des immeubles déduction faite, le cas échéant, des privilèges et hypothèques antérieurs;

6^o pour les autres actifs : les limites fixées par l'Office.

L'Office peut, pour autant que la sécurité des opérations le permette, admettre un placement qui ne découle pas des limites citées ci-avant.

Art. 9. Les réserves ou provisions techniques afférentes aux activités du fonds de pensions comprennent :

1^o des réserves ou provisions relatives aux prestations futures;

2^o des réserves ou provisions pour prestations à régler;

3^o des réserves ou provisions complémentaires relatives aux participations bénéficiaires réparties mais non encore attribuées.

Art. 10. Les engagements visés à l'article 2, § 3, 6^o de la loi ne peuvent être libellés en valeur or, monnaies étrangères, valeur réelle ou par référence à une de ces valeurs ou monnaies que dans les limites et aux conditions fixées par l'Office.

5^o Inzake onroerende goederen, hypotheecaire leningen, onroerende certificaten of deelbewijzen van vennootschappen waarvan het maatschappelijk doel er hoofdzakelijk in bestaat onroerende verrichtingen tot stand te brengen op goederen in België gelegen, bedraagt het maximum percentage 40 pct. van het totaal van de technische reserves of provisies zonder, per waarde, 20 pct. van dit totaal te mogen overschrijden.

6^o Inzake zichtrekeningen, rekeningen met opzegtermijn of termijnrekeningen van minder dan een maand, bedraagt het maximumpercentage voor het geheel van deze rekeningen 10 pct. van het totaal van de technische reserves of provisies. Deze rekeningen zijn geopend bij de Nationale Bank, bij banken en spaarkassen ingeschreven bij de Bankcommissie, bij openbare kredietinstellingen of bij elke instelling door het pensioenfonds voorgesteld en door de Controledienst toegelaten.

7^o Onverminderd de toepassing van de bepalingen van 5^o hierboven en, voor de gemeenschappelijke beleggingsfondsen, van die van 3^o hierboven, bedraagt het maximumpercentage, inzake niet genoteerde waarden, 30 pct. van het totaal van de technische reserves of provisies zonder, per waarde, 3 pct. van dit totaal te mogen overschrijden.

8^o Onverminderd de toepassing van de bepalingen van 5^o hierboven en, voor de gemeenschappelijke beleggingsfondsen van die van 3^o hierboven, bedraagt het maximumpercentage per waarde uitgegeven door ondernemingen die nog geen drie jaar bestaan, 3 pct. van het totaal van de technische reserves of provisies.

§ 3. De Controledienst kan zich verzetten tegen het behoud van de beleggingen wanneer deze geen voldoende waarborgen bieden, rekening houdend met de principes bedoeld bij §§ 1 en 2 van dit artikel. De Controledienst kan eveneens, voor zover de veiligheid van de verrichtingen dit toelaat, een afwijking toestaan aan de regels bedoeld bij §§ 1 en 2 van dit artikel.

§ 4. De goederen, dienend tot dekking van de technische reserves of provisies worden aanvaard voor een waarde die de volgende perken niet mag overschrijden :

1^o voor de onroerende goederen : de totale verkoopwaarde van de toegewezen goederen. De verkoopwaarde van onroerende goederen wordt bepaald hetzij op grond van een door de Controledienst goedgekeurd deskundig verslag, hetzij met instemming van de Controledienst;

2^o voor de in België genoteerde effecten : de totale beurswaarde op datum van 31 december van het laatst verstreken boekjaar;

3^o voor de in het buitenland genoteerde effecten : de totale beurswaarde berekend volgens de toegepaste koersen op de beurs waar die effecten het meest verhandeld worden, daarbij rekening houdend met de wisselkoersen op het ogenblik van de waardering;

4^o voor de niet genoteerde effecten : de totale verkoopwaarde opgemaakt op grond van door de Beurscommissie bekendgemaakte indicatieve koersen, van het rendement, of van elke door de Controledienst toegelaten wijze;

5^o Voor de hypotheecaire leningen : de som van de verschuldigd blijvende saldi of in geval van reconstitutie door een bijgevoegd kapitalisatie- of levensverzekeringskontraat, de som van de nominale bedragen van de leningen onder aftrek van de vervroegde terugbetalingen. Elke hypotheecaire schuldvordering komt ten hoogste voor 85 pct. van de waarde der onroerende goederen in aanmerking, desgevallend onder aftrek van de bestaande voorrechten en hypotheeken;

6^o voor de overige activa : de door de Controledienst bepaalde perken.

De Controledienst kan, voor zover de veiligheid van de verrichtingen dit toelaat, een belegging toestaan die niet voortvloeit uit de hierboven vermelde grenzen.

Art. 9. De technische reserves of provisies die betrekking hebben op de activiteiten van het pensioenfonds omvatten :

1^o de reserves of provisies die betrekking hebben op toekomstige prestaties;

2^o de reserves of provisies voor nog uit te voeren prestaties;

3^o de aanvullende reserves of provisies die betrekking hebben op de verdeelde maar nog niet-toegekende winstdeelname.

Art. 10. De verbintenissen bedoeld bij artikel 2 § 3, 6^o van de wet, mogen niet uitgedrukt zijn in goudwaarde, in vreemde munt, in zakelijke waarde of met verwijzing naar een van die waarden of munten, dan binnen de perken en de voorwaarden bepaald door de Controledienst.

CHAPITRE IV. — *Règlement de pensions*

Art. 11. Les droits et obligations de l'employeur et des membres du personnel concernant l'activité de prévoyance du fonds de pensions font l'objet d'un règlement. Ce règlement ainsi que ses modifications doivent être rédigés en termes clairs et précis et sont soumis à l'approbation de l'Office. Leur texte est délivré aux participants.

Un résumé peut être remis aux participants en même temps que le texte intégral du règlement. Dans ce résumé, il faut signaler expressément qu'il s'agit d'un résumé et que seul le texte intégral a valeur juridique. Le texte du résumé doit également être soumis à l'Office.

Art. 12. Les membres du personnel en service au moment de la mise en vigueur du règlement de pensions peuvent s'y affilier dès qu'ils satisfont aux conditions fixées par ce règlement. Ils peuvent le faire ultérieurement si le règlement le permet. Dans ce dernier cas, le règlement fixe les modalités de cette affiliation.

Le fonds de pensions veille à ce que l'affiliation soit obligatoire pour tout nouveau membre du personnel qui entre dans une des catégories de personnel visées par le règlement.

Art. 13. Le règlement précise les modalités d'alimentation, de dissolution et de liquidation du fonds de pensions.

Le règlement stipule que les cotisations des membres du personnel sont retenues sur les rémunérations et versées par l'employeur au fonds de pensions.

Les avoirs du fonds de pensions ne peuvent réintégrer ni totalement ni partiellement le patrimoine de l'employeur.

Art. 14. Le règlement définit les prestations auxquelles les participants et leurs ayants droit peuvent prétendre ainsi que les règles permettant de déterminer à tout moment les prestations acquises. Ces prestations ne peuvent être inférieures à la valeur capitalisée de la partie des cotisations non consommée pour la couverture du risque, calculée à l'aide d'un taux de 0,0475.

Art. 15. L'affilié ne peut prétendre aux prestations visées à l'article 14 pendant qu'il est au service de l'employeur, sauf dans les cas prévus par le règlement.

Art. 16. Sauf stipulation contraire, autorisée par le règlement, l'ordre des bénéficiaires est celui indiqué par le règlement. Seules des personnes physiques peuvent être désignées comme bénéficiaires par le règlement.

Par dérogation à l'alinéa précédent peuvent être désignés comme bénéficiaire le fonds de pensions même ou un autre fonds social de l'employeur. Ce fonds doit être géré conformément à l'article 15, h, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Art. 17. En dehors des prestations provenant du fonds de pensions lui-même, le règlement peut, dans la détermination des prestations à atteindre, tenir compte des prestations des régimes de pension légale et des prestations d'assurance et de prévoyance admises par l'Office, à l'exclusion des prestations découlant de contrats individuels.

Lorsqu'un fonds de pensions utilise une tarification, conformément aux articles 26 à 29, le règlement doit prévoir, pour l'application de l'alinéa précédent, que l'excédent éventuel des prestations issues des allocations patronales reste acquis au fonds de pensions et qu'en cas d'insuffisance, les prestations sont complétées à due concurrence par le fonds de pensions, à défaut, par l'employeur.

Art. 18. Dans la mesure où le règlement le permet, les affiliés peuvent, aussi longtemps qu'ils sont en service, verser des cotisations complémentaires à celles déterminées par le règlement, afin d'obtenir, dans le cas de carrière incomplète, des prestations au plus égales à celles obtenues pour une carrière complète.

CHAPITRE V. — *Financement et tarifs*Section 1. — *Dispositions générales*

Art. 19. Le fonds de pensions soumet à l'Office son plan de financement. Le cas échéant, ce plan comprend également les règles relatives aux versements en prévision des charges futures.

HOOFDSTUK IV. — *Pensioenreglement*

Art. 11. De rechten en verplichtingen van de werkgever en leden van het personeel betreffende de voorzorgsactiviteit van het pensioenfonds maken het voorwerp uit van een reglement. Het reglement en de wijzigingen eraan moeten in duidelijke en nauwkeurige bewoordingen opgesteld worden en worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Controledienst. De tekst wordt de deelnemers ter hand gesteld.

Samen met de integrale tekst van het reglement mag aan de deelnemers een samenvatting worden overhandigd. In die samenvatting moet uitdrukkelijk vermeld worden dat het om een samenvatting gaat en dat alleen de integrale tekst juridische waarde bezit. De tekst van de samenvatting moet eveneens aan de Controledienst worden voorgelegd.

Art. 12. De personeelsleden in dienst op het ogenblik van het van kracht worden van het pensioenreglement kunnen zich erbij aansluiten zodra zij voldoen aan de voorwaarden bepaald door het reglement. Zij kunnen het later doen indien het reglement dit toelaat. In dat geval bepaalt het reglement de modaliteiten van aansluiting.

Het pensioenfonds zorgt er voor dat de aansluiting verplicht is voor alle nieuwe personeelsleden die onder één van de door het reglement bedoelde personeelscategorieën vallen.

Art. 13. Het reglement bepaalt de modaliteiten van de stijving, de ontbinding en de vereffening van het pensioenfonds.

Het reglement bepaalt dat de bijdragen van de personeelsleden op het salaris worden ingehouden en door de werkgever aan het pensioenfonds betaald.

De activa van het pensioenfonds kunnen noch volledig noch gedeeltelijk terug opgenomen worden in het vermogen van de werkgever.

Art. 14. Het reglement bepaalt de prestaties waarop de deelnemers hun recht hebbende aanspraak hebben alsmede de regelen volgens welke de verworven prestaties op ieder ogenblik kunnen worden bepaald. Die prestaties mogen niet lager zijn dan de gekapitaliseerde waarde van het niet voor de dekking van het risico verbruikte deel van de bijdragen berekend met een rentevoet van 0,0475.

Art. 15. De aangeslotene kan geen aanspraak maken op de prestaties bepaald in artikel 14 terwijl hij in dienst is van de werkgever, behalve in de gevallen voorzien in het reglement.

Art. 16. Behoudens afwijkend beding toegelaten door het reglement, is de orde van de begunstigen deze aangeduid in het reglement. Enkel natuurlijke personen kunnen als begunstigde door het reglement aangeduid worden.

In afwijking van het vorig lid kunnen als begunstigde worden aangeduid het pensioenfonds of een andere maatschappelijk fonds van de werkgever. Dit fonds moet worden beheerd overeenkomstig artikel 15, h, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

Art. 17. Buiten de prestaties voortkomend uit het pensioenfonds zelf, mag het reglement bij het bepalen van de te bereiken prestaties rekening houden met de stelsels van wettelijk pensioen en met verzekerings- en voorzorgsprestaties aanvaard door de Controledienst, met uitsluiting van de prestaties voortvloeiend uit individuele contracten.

Indien een pensioenfonds gebruik maakt van een tarifiering, overeenkomstig de artikelen 26 tot 29 moet het reglement voor de toepassing van de vorige alinea bepalen dat het eventueel overschot van de prestaties voortvloeiend uit de patronale toelagen verworven is door het pensioenfonds en dat in geval van tekort, de prestaties worden aangevuld door het pensioenfonds, of bij gebreke daarvan, door de werkgever.

Art. 18. Voor zover het reglement het toelaat kunnen de aangeslotenen, zolang zij in dienst zijn, bijdragen storten die deze bepaald door het reglement, aanvullen, om zodoende, in geval van onvolledige loopbaan, prestaties te verkrijgen die ten hoogste gelijk zijn aan deze verkregen voor een volledige loopbaan.

HOOFDSTUK V. — *Financiering en tarieven*Afdeling 1. — *Algemene beschikkingen*

Art. 19. Het pensioenfonds legt zijn financieringsplan voor aan de Controledienst. In voorkomend geval bevat dat plan eveneens de regels met betrekking tot de stortingen met het oog op de toekomstige lasten.

Art. 20. Si le règlement prévoit des prestations à atteindre en cas de vie des affiliés à l'âge de la retraite, le fonds de pensions doit être alimenté de telle manière que soit couverte à tout moment une provision minimum. Cette provision est égale à la somme des valeurs actuelles des rentes en cours et des fractions des prestations calculées conformément au règlement sur base d'une carrière jusqu'à l'âge normal de la retraite et compte tenu de la rémunération du moment.

Ces fractions ont chacune comme dénominateur le nombre d'années de la carrière complète de l'affilié et pour numérateur le nombre d'années prestées, tous deux calculés à partir de la date d'affiliation au fonds de pensions.

Toutefois, si la provision qui résulte de ce calcul est inférieure à la valeur actuelle des prestations acquises telles qu'elles sont déterminées par le règlement, cette provision doit être majorée jusqu'à due concurrence.

Il en est de même si le règlement permet la liquidation partielle ou totale des prestations sous forme de capital.

Art. 21. Sans préjudice des dispositions des articles 26 et 28, la provision minimum visée à l'article 20 est calculée à l'aide d'un taux technique égal à 7 p.c. et des lois de mortalité issues :

— de la table HFR (1968-72) pour les rentes viagères à partir de la prise de cours de la rente, avec augmentation d'âge de 2 ans pour les assurés de sexe masculin et diminution d'âge de 2 ans pour les assurés de sexe féminin;

— de la table HD (1968-72) avec diminution d'âge de 2 ans pour les autres opérations de genre vie.

Art. 22. Par dérogation à l'article 20, peuvent être étalées dans le temps à raison d'une année par tranche de 5 p.c., les augmentations exceptionnelles de la provision minimum provenant :

- d'une amélioration du règlement;
- d'une diminution de la pension légale ou de prestations d'assurance et de prévoyance dont il est tenu compte en application de l'article 26;
- d'une révision des bases techniques fixées à l'article 21.

Art. 23. Si le règlement ne détermine pas de prestations à atteindre en cas de vie des affiliés à l'âge de la retraite, les provisions techniques ne peuvent être inférieures à la partie des sommes versées dans le fonds de pensions qui n'a pas été consommée pour la couverture du risque et qui a été capitalisée à l'aide du taux de return, ni, en cas d'application des articles 26 et 27, à la somme des réserves d'inventaire calculées à l'aide des bases techniques utilisées.

Si le fonds de pensions prend en charge des risques de décès ou d'invalidité, la partie des versements destinée à la couverture de ces risques doit être calculée à l'aide des bases soumises dans le plan de financement. Les articles 26 à 29 sont applicables à cette partie des versements.

Art. 24. Le règlement prévoit la procédure à appliquer au niveau des versements ou des prestations dans le cas où l'équilibre du fonds de pensions est rompu.

Section 2. — Dispositions particulières aux fonds de pensions qui contractent des obligations de résultat

Art. 25. Lorsque les termes et locutions énumérés à l'annexe de cet arrêté sont utilisés aux articles 25 à 28 du présent arrêté, il faut leur donner le sens qui leur est attribué dans cette annexe.

Art. 26. Lorsqu'un fonds de pensions utilise une tarification pour garantir des prestations en contrepartie des versements, les bases et méthodes utilisées pour le calcul des primes doivent être telles qu'elles ne puissent mettre en péril l'équilibre et la sécurité des opérations et qu'elles respectent l'équité entre les diverses catégories d'affiliés. En outre, ces primes ne peuvent être inférieures à celles calculées à l'aide des bases d'inventaire suivantes :

- a) un taux technique de 0,0475;
- b) les lois de mortalité issues :
 - de la table HD (1968-72) pour les opérations de genre décès;
 - de la table HFR (1968-72) pour les rentes viagères à partir de la prise de cours de la rente, avec augmentation d'âge de 2 ans pour les assurés de sexe masculin et diminution d'âge de 2 ans pour les assurés de sexe féminin;
 - de la table HD (1968-72) avec diminution d'âge de 2 ans pour les autres opérations de genre vie;

Art. 20. Indien het reglement te bereiken prestaties voorziet in geval van leven van de aangeslotenen op de pensioengerechtigde leeftijd, moet het pensioenfonds zo worden gestijfd dat op elk ogenblik een minimumprovisie gedekt is. Die provisie is gelijk aan de som van de actuele waarden van de lopende renten en van de breuken van de prestaties berekend overeenkomstig het reglement op basis van een loopbaan tot de normale pensioenleeftijd en rekening houdend met de bezoldiging op dat ogenblik.

Die breuken hebben ieder als noemer het aantal jaren van de volledige loopbaan van de aangeslotene en als teller het aantal gepresteerde jaren, beide gerekend vanaf de aansluiting bij het pensioenfonds.

Nochtans indien de provisie die voortvloeit uit deze berekening lager is dan de actuele waarde van de verworven prestaties zoals die worden vastgelegd door het reglement, moet de provisie tot het vereiste bedrag worden vermeerderd.

Dit moet eveneens gebeuren indien het reglement de gedeeltelijke of totale uitkering van de prestaties onder de vorm van kapitaal toestaat.

Art. 21. Onverminderd de toepassing voor de bepalingen, wordt de minimumprovisie bedoeld in artikel 20 berekend met een technische rentevoet van 7 pct. en sterftewetten die voortvloeien uit :

— de tafel HFR (1968-72) voor de lijfrenten vanaf ingang van de rente, met een leeftijdsverhoging van 2 jaar voor de verzekerden van het mannelijk geslacht en een leeftijdsverlaging van 2 jaar voor de verzekerden van het vrouwelijk geslacht;

— de tafel HD (1968-72) met een leeftijdsverlaging van 2 jaar voor de andere verrichtingen bij leven.

Art. 22. In afwijking van artikel 20, mogen de uitzonderlijke verhogingen van de minimumprovisie in de tijd worden gespreid naar rato van één jaar per schijf van 5 pct. wanneer ze voortkomen uit :

- een verbetering van het reglement;
- een vermindering van het wettelijk pensioen of van de verzekerings- en verzorgingsprestaties waarmee rekening werd gehouden in toepassing van artikel 26;
- een herziening van de technische grondslagen vastgesteld in artikel 21.

Art. 23. Indien het reglement geen te bereiken prestaties bepaalt in geval van leven van de aangeslotenen op de pensioengerechtigde leeftijd, mogen de technische provisies niet lager zijn dan het gedeelte van de in het pensioenfonds gestorte gelden dat niet werd verbruikt voor de dekking van het risico en dat gekapitaliseerd werd met de rentevoet van de return, noch, in geval van toepassing van de artikelen 26 en 27, dan de som van de inventarisreserve die berekend zijn met de gebruikte technische basissen.

Indien het pensioenfonds de risico's overlijden of invaliditeit ten laste neemt moet het deel van de stortingen bestemd voor de dekking worden berekend met de technische basissen voorgelegd in het financieringsplan. Op dat deel van de stortingen zijn de artikelen 26 tot 29 van toepassing.

Art. 24. Het reglement bepaalt de procedure die moet worden toegepast op het vlak van de stortingen of de prestaties in geval het evenwicht van het pensioenfonds verbroken is.

Afdeling 2. — Bijzondere beschikkingen voor pensioenfondsen die een resultaatverbintenis aangaan

Art. 25. Wanneer de termen en uitdrukkingen opgesomd in de bijlage bij dit besluit voorkomen in de artikelen 25 tot 28 van dit besluit hebben zij de betekenis die hun in die bijlage toegekend wordt.

Art. 26. Indien een pensioenfonds gebruik maakt van een tarifiering om prestaties te waarborgen als tegenprestatie voor stortingen, moeten de voor het opstellen van de tarieven gebruikte grondslagen en werkwijzen van die aard zijn dat ze het evenwicht en de veiligheid van de verrichtingen niet kunnen in gevaar brengen en de billijkheid onder de verschillende categorieën van aangeslotenen eerbiedigen. Bovendien, mogen die premies niet lager zijn dan die berekend met de volgende inventarisbasissen :

- a) een technische rentevoet van 0,0475;
- b) sterftewetten die voortvloeien uit :
 - de tafel HD (1968-72) voor de verrichtingen bij overlijden;
 - de tafel HFR (1968-72) voor de lijfrenten vanaf ingang van de rente, met een leeftijdsverhoging van 2 jaar voor de verzekerden van het mannelijk geslacht en een leeftijdsverlaging van 2 jaar voor de verzekerden van het vrouwelijk geslacht;
 - de tafel HD (1968-72) met een leeftijdsverlaging van 2 jaar voor de andere verrichtingen bij leven;

c) un chargement d'inventaire égal annuellement à 0,001 du capital décès, et, pour les rentes viagères à partir de la prise de cours de la rente, d'un chargement d'inventaire égal à 0,03 de la valeur actuelle des prestations.

Art. 27. Par dérogation à l'article 26, il peut être fait usage de taux techniques supérieurs à 0,0475 ou au taux utilisé dans la tarification pour les rentes viagères immédiates; pour celles-ci, ces taux ne peuvent toutefois être utilisés que pour une période d'une durée autorisée par l'Office, débutant à la date de prise de cours de la rente et renouvelable moyennant accord de l'Office.

Art. 28. Les bases techniques utilisées pour le calcul des réserves mathématiques d'inventaire, des valeurs de rachat théorique et des valeurs de réduction sont celles utilisées pour la tarification.

Art. 29. Le montant des provisions mathématiques de bilan ne peut être inférieur à la somme, pour tous les contrats, des réserves mathématiques d'inventaire.

Les réserves mathématiques d'inventaire ne peuvent être inférieures à celles calculées à l'aide des bases techniques fixées à l'article 25, étant entendu que, lorsqu'il est fait usage d'un taux supérieur en application de l'article 28, le taux technique de 0,0475 est remplacé par ce taux.

CHAPITRE VI. — Statistiques

Art. 30. Indépendamment des règles relatives à l'établissement du bilan et des comptes de résultats, les éléments techniques et statistiques à fournir à l'Office par les fonds de pensions comportent :

- les primes ou dotations;
- les provisions mathématiques de bilan;
- les prestations ventilées selon leur nature;
- le mouvement du nombre et du montant des capitaux-décès et des rentes en cours.

Les éléments visés au 2^e tiret de l'alinéa précédent font également l'objet d'un rapport d'actuaire.

CHAPITRE VII

Renseignements complémentaires concernant les litiges

Art. 31. Le fonds de pensions est tenu de faire connaître à l'Office toute prestation dont le paiement a été réclamé conformément aux dispositions du règlement et qui n'a pas été entièrement liquidée dans les six mois qui suivent la date d'exigibilité.

En outre, il fait parvenir à l'Office, au 30 juin de chaque année, un état global récapitulatif de l'ensemble des prestations devenues exigibles au cours des cinq années antérieures et qui n'ont pas été entièrement liquidées, quelle qu'en soit la cause.

Cet état ne comprend toutefois pas les cas visés au 1^{er} alinéa du présent article pour lesquels il n'y a plus de litiges en cours.

CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

Art. 32. § 1^{er}. L'arrêté royal du 14 mai 1985 soumettant les institutions privées de prévoyance à la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances entre en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

§ 2. Les fonds de pensions visés à l'article 82 de la loi doivent introduire leur requête d'agrément au plus tard 12 mois après l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Art. 33. Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

Art. 34. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

c) een jaarlijkse inventaristoelag van 0,001 van het kapitaal bij overlijden en, voor de lijfrenten vanaf de ingang van de rente, een inventaristoelag van 0,03 van de actuele waarde van de prestaties.

Art. 27. In afwijking van artikel 26 mogen voor de onmiddellijk ingaande lijfrenten, hogere technische rentevoeten gebruikt worden dan 0,0475 of dan de rentevoet gekozen in de tarifiering; voor die lijfrenten mag een hogere rentevoet evenwel slechts worden gebruikt voor een tijdspanne goedgekeurd door de Controledienst, ingaand op de begindatum van de rente en verlengbaar mits akkoord van de Controledienst.

Art. 28. De technische grondslagen gebruikt voor de berekening van de wiskundige inventarisreserves, de theoretische afkoopwaarden en de reductiewaarden zijn die welke worden gebruikt voor de tarifiering.

Art. 29. Het bedrag van de wiskundige balansprovisies mag niet kleiner zijn dan de som van de wiskundige inventarisreserves van alle contracten.

De wiskundige inventarisreserves mogen niet lager zijn dan die berekend met de technische grondslagen vastgelegd in artikel 26, met dien verstande dat, wanneer gebruik wordt gemaakt van een hogere rentevoet bij toepassing van artikel 27, de technische rentevoet van 0,0475 door deze rentevoet vervangen wordt.

HOOFDSTUK VI. — Statistieken

Art. 30. Afgezien van de regels betreffende de opstelling van de jaarrekening en de resultatenrekeningen, omvatten de technische en statistische elementen die aan de Controledienst bezorgd moeten worden door de pensioenfondsen :

- de premies of dotaties;
- de wiskundige balansprovisies;
- de prestaties uitgesplitst naar hun aard;
- de beweging van het aantal en het bedrag van de kapitalen bij overlijden en de lopende renten.

De elementen bedoeld in het 2^e streepje van vorig alinea moeten tevens het voorwerp uitmaken van een actuarisverslag.

HOOFDSTUK VII

Bijkomende informatie over geschillen

Art. 31. Het pensioenfonds dient de Controledienst op de hoogte te brengen van elke prestatie waarvan de betaling overeenkomstig het reglement gevorderd werd en die niet volledig vereffend werd binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van opeisbaarheid.

Daarenboven bezorgt het de Controledienst op 30 juni van elk jaar een globale samenvattende staat van alle prestaties die tijdens de laatste vijf jaar, opeisbaar werden en die, om welke reden ook, niet volledig werden vereffend.

Die staat omvat evenwel niet de bij de eerste alinea bedoelde gevallen, waarover geen geschil meer bestaat.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 32. § 1. Het koninklijk besluit van 14 mei 1985 tot onderwerping van de private verzorgingsinstellingen aan de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen treedt in werking op 1 januari 1986.

§ 2. De pensioenfondsen bedoeld in artikel 82 van de wet moeten hun toelatingsaanvraag indienen binnen de 12 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 33. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1986.

Art. 34. Onze Minister van Economische Zaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 mei 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

Annexe

Sens attribué à certains termes et locutions ainsi qu'à leurs abréviations obtenues par suppression de tout ou partie des mots entre parenthèses, lorsqu'ils sont utilisés dans le présent arrêté ou dans les mesures prises en exécution de celui-ci

Obligation de résultat :

Il y a obligation de résultat lorsqu'un résultat déterminé est garanti en échange de versements déterminés. Ceci s'oppose à l'obligation de moyen, où le fonds de pensions s'engage à gérer le mieux possible les fonds qui lui sont confiés, en vue de l'exécution du plan de pension.

Actualisation :

règle établissant, à une date déterminée et en fonction d'éléments financiers ou aléatoires, l'équivalent de sommes payables à des dates diverses; cet équivalent est appelé valeur actuelle.

Taux d'intérêt technique :

taux annuel d'une loi de placement à intérêts composés, utilisée pour la détermination de la valeur actuelle d'une prime ou d'une prestation différées dans le temps.

Loi de survivance (d'un événement assuré) :

loi de probabilité de réalisation de l'événement assuré.

Prime :

montant payable par le preneur en contrepartie des engagements du fonds de pensions.

Chargement d'inventaire :

chargement destiné à couvrir la gestion et la sécurité et appliqué aux engagements du fonds de pensions, calculés en fonction du taux technique et de la loi de survivance.

Prime d'inventaire :

prime correspondant aux engagements du fonds de pensions, calculés en fonction du taux d'intérêt technique, de la loi de survivance et des chargements d'inventaire.

Bases d'inventaire :

ensemble des éléments intervenant dans la détermination de la prime d'inventaire.

Valeur de rachat théorique (d'un contrat), (à un instant déterminé) :

réserve constituée auprès du fonds de pensions par la capitalisation des primes payées sous déduction des sommes consommées.

Réserve (mathématique) d'inventaire (d'un contrat), (à un moment déterminé) :

réserve constituée auprès du fonds de pensions par la capitalisation des primes payées, sous déduction des sommes consommées mais sans tenir compte du chargement d'acquisition.

Valeur de rachat (d'un contrat), (à un instant déterminé) :

valeur de rachat théorique diminuée de l'indemnité de rachat.

Rachat (d'un contrat) :

résiliation du contrat qui s'opère par le paiement de la valeur de rachat par le fonds de pensions.

Valeur de réduction (d'un contrat), (à un instant déterminé) :

prestation qu'il est possible d'assurer, aux termes du contrat, par la valeur de rachat théorique considérée comme prime unique d'inventaire.

Réduction (d'un contrat) :

opération par laquelle le contrat continue son cours pour la valeur de réduction.

Provisions (mathématiques) de bilan :

partie des provisions techniques correspondant aux engagements relatifs aux contrats en cours.

Opération, (opération d') assurance :

— de genre vie (à l'égard d'un assuré) :

opération pour laquelle le rapport entre le capital-décès et le capital-vie est inférieur à un tiers.

Bijlage

Betekenis van bepaalde termen en uitdrukkingen, en van hun afkortingen bekomen door de woorden tussen haakjes geheel of gedeeltelijk weg te laten wanneer zij gebruikt worden in dit besluit of in de uitvoeringsmaatregelen ervan

Resultaatverbintenis :

Er is een resultaatverbintenis, wanneer een bepaald resultaat wordt gewaarborgd tegen bepaalde stortingen. Dit staat in tegenstelling met een middelverbintenis, waarbij het pensioenfonds er zich toe verbindt om de hem toevertrouwde gelden zo goed mogelijk te beheren met het oog op de uitvoering van het pensioenplan.

Actualisatie :

regel die op een bepaalde datum en in functie van financiële of kansselementen, het equivalent van op verschillende data betaalbare sommen vastlegt; dit equivalent wordt actuele waarde genoemd.

Technische rentevoet :

jaarlijkse rentevoet van een beleggingswet tegen samengestelde intrest, gebruikt voor de bepaling van de actuele waarde van een in de tijd gespreide premie of prestatie.

Voorvalswet (van een verzekerde gebeurtenis) :

waarschijnlijkheidswet van het zich voordoen van de verzekerde gebeurtenis.

Premie :

bedrag betaalbaar door de verzekeringnemer als tegenwaarde van de verbintenissen van het pensioenfonds.

Inventaristoetslag :

toetslag ter dekking van het beheer en de zekerheid toegepast op de verbintenissen van het pensioenfonds, die berekend zijn in functie van de technische rentevoet en van de voorvalswet.

Inventarispremie :

premie waarbij de verbintenissen van het pensioenfonds berekend worden in functie van de technische rentevoet, van de voorvalswet en van de inventaristoetslagen.

Inventarisgrondslagen :

geheel van elementen die de inventarispremie bepalen.

Theoretische afkoopwaarde (van een contract), (op een bepaald ogenblik) :

reserve bij het pensioenfonds gevormd door de capitalisatie van de betaalde premies onder aftrek van de verbruikte sommen.

(Wiskundige) inventarisreserve (van een contract), (op een bepaald ogenblik) :

reserve bij het pensioenfonds, gevormd door de capitalisatie van de betaalde premies onder aftrek van de verbruikte sommen, maar zonder rekening te houden met de acquisitietoetslag.

Afkoopwaarde (van een contract), (op een bepaald ogenblik) :

theoretische afkoopwaarde verminderd met de afkoopvergoeding.

Afkoop (van een contract) :

verbreking van het contract door betaling van de afkoopwaarde door het pensioenfonds.

Reductiewaarde (van een contract), (op een bepaald ogenblik) :

prestatie die kan verzekerd worden volgens de voorwaarden van het contract, door de theoretische afkoopwaarde te beschouwen als inventariskoopsom.

Reductie (van een contract) :

bewerking waarbij het contract van kracht blijft voor de reductiewaarde.

(Wiskundige) balansprovisies :

deel van de technische provisies dat overeenstemt met de verbintenissen die betrekking hebben op de lopende verzekeringscontracten.

Verrichting, verzekerings(verrichting) :

— van het type leven (ten opzichte van een verzekerde) :

verrichting waarvoor de verhouding tussen kapitaal bij overlijden en het kapitaal bij leven kleiner is dan een derde.

— de genre décès (à l'égard d'un assuré) :
opération pour laquelle le rapport entre le capital-décès et la capital-vie est au moins égal à un tiers.

Capital-vie :

— prestation payable en cas de vie de l'assuré à une date déterminée;

— pour les assurances de rente :

capital constitutif d'une rente en cas de vie de l'assuré à une date déterminée;

— le cas échéant la somme des deux.

Capital-décès (à une date déterminée) :

valeur actuelle des avantages, différés ou non, payables en cas de décès de l'assuré à cette date.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 15 mai 1985 relatif aux activités des institutions privées de prévoyance.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

F. 85 — 1005

22 AVRIL 1985. — Arrêté royal accordant une allocation de foyer ou une allocation de résidence aux membres du personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 21, § 2, inséré par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale de la Régie des Télégraphes et Téléphones;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 3 avril 1984;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 avril 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et de Notre Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les membres du personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones bénéficient d'une allocation de foyer ou d'une allocation de résidence aux mêmes conditions que les agents des Ministères.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 16 septembre 1965 réglant l'octroi d'une allocation de foyer ou d'une allocation de résidence aux membres du personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

— van het type overlijden (ten opzichte van een verzekerde) :
verrichting waarvoor de verhouding tussen het kapitaal bij overlijden en het kapitaal bij leven minstens gelijk is aan een derde.

Kapitaal-leven :

— prestatie betaalbaar bij leven van de verzekerde op een bepaalde datum;

— voor de verzekeringen van rente :

vestigingskapitaal van een rente bij leven van de verzekerde op een bepaalde datum;

— in voorkomend geval de som van beiden.

Kapitaal-overlijden (op een bepaalde datum) :

actuele waarde van al dan niet uitgestelde voordelen, betaalbaar bij het overlijden van de verzekerde op die datum.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 15 mei 1985 betreffende de activiteiten van de private verzorgingsinstellingen.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 85 — 1005

22 APRIL 1985. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaats-toelage aan de personeelsleden van de Regie van Telegrafie en Telefonie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 21, § 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967;

Gelet op het advies van de Syndicale raad van advies van de Regie van Telegrafie en Telefonie;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 3 april 1984;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 3 april 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Posten, Telegrafie en Telefonie en Onze Staatssecretaris voor Posten, Telegrafie en Telefonie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De personeelsleden van de Regie van Telegrafie en Telefonie genieten een haardtoelage of een standplaats-toelage onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden van de ministeries.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 16 september 1965 tot regeling van de toekenning van een haardtoelage of een standplaats-toelage aan de leden van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.